

Le pays qui a le plus faible taux de chômage de la zone euro est... La République tchèque. Et voilà pourquoi



La République Tchèque a profité de la restructuration de l'Europe autour de l'Allemagne pour se développer. Elle avait un avantage cependant car elle avait déjà une industrie bien installée à l'époque communiste. Néanmoins, la nouvelle donne pourrait changer avec la robotisation et les coûts de production qui s'envolent.

Avec Rémi
Bourgeot

Atlantico : Selon les dernières données publiées par Eurostat, la République Tchèque affiche un taux de chômage de 2.9% pour le mois de juin 2017, ce qui peut être comparé à un taux de 3.8% en Allemagne, ou à un taux moyen, au sein de l'Union européenne, de 7.7%. Comment la république tchèque est elle parvenue à un tel résultat ? Prague est elle devenue l'usine de l'Europe ?

Rémi Bourgeot : La république tchèque est surtout devenue l'usine de l'Allemagne, qui s'est lancée depuis environ vingt ans dans une politique générale d'intégration manufacturière avec ses voisins de l'Est pour abaisser ses coûts, tout en abaissant les coûts salariaux allemands. Il faut noter que les salaires tchèques, bien que très inférieurs à ceux d'Europe de l'ouest ne sont pas les plus bas ni parmi les émergents bien sûr ni parmi les pays d'Europe centrale. En plus d'une taxation très favorable à la création d'emplois manufacturiers, le pays jouit d'une productivité relativement élevée par rapport à ses concurrents directs parmi les pays émergents. En gros, la productivité tchèque est d'un peu plus de la moitié de la productivité allemande, alors que les coûts salariaux y sont plus de trois fois plus bas. De plus, derrière ces moyennes statistiques se cachent des réalités économiques très diverses. Dans les secteurs qui reçoivent des capitaux et du savoir-faire étranger, dans le cadre de chaînes productives multinationales, la productivité peut, à la hausse, se déconnecter largement de la moyenne nationale, quand les salaires, bien que plus hauts que dans les secteurs moins productifs, s'émancipent moins des standards locaux.

Dans la quasi-science de la localisation (...et délocalisation) des chaînes productives, la République tchèque arrive à tirer son épingle du jeu du fait du rapport entre productivité et salaires, mais sa relative solidité industrielle s'ancre dans une histoire économique plus profonde. Déjà à l'époque communiste, la Tchécoslovaquie disposait d'une industrie plus avancée que le reste du bloc ; ce qui continue à imprégner la conscience nationale. Un ami d'origine tchèque m'a raconté, à ce sujet, que les séries policières de l'époque évoquaient souvent des histoires d'espionnage mettant en péril la suprématie technologique de la Tchécoslovaquie !

Quelles sont les limites d'un tel modèle ? Le faible chômage actuel, pouvant entraîner une hausse des salaires, et une perte de "compétitivité", ne tend il pas faire peser un risque important sur le pays ? La robotisation et l'automatisation peuvent elles être des menaces sérieuses pour le pays ?

C'est effectivement le problème d'un grand nombre de pays émergents. La mondialisation productive a produit cet effet pervers de spécialisation dans le bas ou moyen de gamme pour les entreprises nationales et des segments de chaîne de production demandant des compétences limitées. Sauf très grande détermination, les pays émergents se trouvent bloqués dans ce qu'on appelle communément la « middle income trap », un niveau de développement intermédiaire. La république tchèque apparaît comme première de la classe au tableau des pays positionnés sur un créneau intermédiaire dans les chaînes de production. En termes de développement industriel, les pays émergents qui reçoivent des investissements directs dans le cadre des délocalisations ou de l'intégration des chaînes de production peuvent atteindre des niveaux de productivité très élevés dans les usines concernées. Mais l'expérience des dernières décennies montrent que cela ne diffuse pas nécessairement dans l'ensemble des secteurs ni même nécessairement au sein du secteur.

Dans le contexte européen, la compétitivité de l'économie tchèque repose essentiellement sur ces coûts salariaux bas et leur remontée menace directement le pays. Les pays peuvent s'émanciper de ce risque seulement lorsqu'ils connaissent une innovation technologique importante. A cet égard, l'économie tchèque est effectivement menacée, sur le front de l'emploi en particulier, par la robotisation dans les segments des chaînes de production internationale où elle est positionnée.

Par ailleurs, le désordre monétaire européen est un risque tout à fait palpable. Face à la crise de l'euro, la couronne tchèque est apparue comme une valeur refuge, une sorte de franc suisse d'Europe centrale ! La Banque centrale s'est engagée dans une politique très volontariste pour empêcher l'envolée de la devise nationale par rapport à l'euro, avant de s'engager désormais sur la voie d'une certaine normalisation de la politique monétaire. Ainsi, malgré son succès en termes d'emploi, la république tchèque est soumise à toutes les vicissitudes de l'ordre économique européen et mondial.

Quelles sont les réformes à mettre en oeuvre par les pouvoirs publics pour permettre de "changer" de modèle, et d'adapter le pays à son ascension, à la prochaine étape de son développement économique ?

L'industrie est, à l'échelle mondiale, un gâteau dont la taille ne cesse de se réduire. Nous avons affaire à une désindustrialisation mondiale. La Chine même est engagée dans une large dynamique de désindustrialisation. Par ailleurs les pays émergents qui rencontrent un certain succès ont tendance à se complaire dans de dangereux épisodes de surévaluation nourris par des afflux d'investissements de portefeuille. Les responsables tchèques, en limitant l'appréciation du taux de change, ont déjà montré un certain réalisme face à la superficialité des modes de marché et l'enrichissement monétaire de court terme.

Dans un tel climat, la « middle income trap » apparaît comme insurmontable pour de nombreux pays émergents. La clé pour la République tchèque consiste à faire le pari du maintien de l'industrie nationale. Il s'agit à cette fin à la fois d'embrasser d'elle-même les évolutions technologiques actuelles, en particulier la robotisation, plutôt que de voir sa position compétitive s'éroder inéluctablement et, simultanément, de développer davantage ses propres marques pour échapper à la malédiction des pays sous-traitant du bas/moyen de gamme dans les chaînes de production mondiales.